



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Commercial Acquisitions & Fast Track Procurement
Div/Div des Acquisitions commerciales et achats en
régime accéléré
L'Esplanade Laurier,
East Tower 7th Floor
140 O'Connor, Street,
Ottawa
Ontario
K1A 0R5

Title - Sujet Office Paper/ Papier de bureau	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60PD-19PAPR/B	Date 2019-09-18
Client Reference No. - N° de référence du client E60PD-19PAPR	Amendment No. - N° modif. 002
File No. - N° de dossier pd150.E60PD-19PAPR	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PD-150-77619	
Date of Original Request for Standing Offer 2019-08-23	
Date de la demande de l'offre à commandes originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-10-07	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fulham, Veronique	
Buyer Id - Id de l'acheteur pd150	
Telephone No. - N° de téléphone (343) 550-1625 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

Cet amendement est soulevé afin de modifier et changer les clauses et textes suivants;

- 1. Répondre aux questions de l'industrie;**
- 2. Modifier la Partie 1- Renseignement généraux;**
- 3. Modifier la Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation;**
- 4. Modifier la Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique;**
- 5. Modifier la Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique, sous-article 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires;**
- 6. Modifier Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique, sous-article 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires, point h;**
- 7. Modifier Partie 7- Offre à commandes et clauses du contrat subséquent, article A. Offre à commandes, sous-article A7.9 Utilisateurs autorisés, sous-article A7.9.2 Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire;**
- 8. Modifier Annexe A- Besoin, article 8. Tableaux de performances techniques, tableau 2 Papier blanc à comportement machine supérieure (30%).**

1. Répondre aux questions de l'industrie;

Question 001 :

Est-ce que le nouveau tableau «Livraison manquée» a une pesée par rapport à l'évaluation?

Réponse 001 :

Le tableau « Livraison manquée » qui a été ajouté au sous-article 4.1.1.1 Critères d'évaluation obligatoires, h., ne sera pas évalué dans le cadre de l'évaluation financière avec le TEOF. Cet ajout sera évalué en tant que réussite/échec sous les Critères d'évaluation obligatoires. L'offrant doit s'assurer que les détails demandés soient inclus dans leur offre à la date de fermeture de l'invitation.

Question 002 :

J'ai examiné l'amendement et je ne comprends pas très bien ce que vous dites.

« Pour cette itération de l'offre à commandes pour le papier de bureau, les offres à commandes sont attribuées sur une seule base de région sur la base des codes postaux. Le Canada continuera d'envisager la meilleure approche sur la voie à suivre pour la prochaine itération de l'offre à commandes. »

Ma question n'avait pas rien à voir avec les régions ou les codes postaux. Cela suscitait plutôt l'inquiétude du fait qu'il n'y aurait qu'un seul vendeur dans chaque région et que cela mettrait trop de monde sous un même toit.

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

Ce que j'avais demandé était : « Le Canada réfléchira-t-il sur l'attribution du contrat à plus d'un fournisseur qualifié par région et sur le classement des fournisseurs qualifiés. »

Réponse 002 :

Le Canada cherche toujours à optimiser ses outils d'approvisionnement. Nous avons analysé les nombreuses attributions d'offre à commandes par région et maintenu que l'attribution d'une offre à commandes unique par région représente toujours le meilleur rapport qualité-prix pour tous les Canadiens.

Pour cette demande d'offre à commandes, le Canada n'attribuera pas multiples offre à commandes par région.

Question 003 :

Dans les parties 4 et 5 de l'amendement récemment publié, il nous est demandé d'ajouter un onglet dans l'annexe C pour répertorier nos prix maximum sur les livraisons manquées, qui doivent être ajoutés aux options de livraison catégorie 2 et 3 de notre proposition.

Microsoft Excel ne collera pas votre graphique dans la modification du format PDF au format Excel de l'annexe C.

Est-il possible de publier une version mise à jour de l'annexe C pour garantir l'exactitude de l'ensemble du document?

Réponse 003 :

SPAC ajoutera ce tableau dans le TEOF au moment de l'émission de l'offre à commandes, ce qui inclura les prix fournis par l'offrant dans son offre.

Pour la soumission de votre offre, les offrants peuvent compléter le tableau fourni dans la partie 4 et le soumettre dans ce format dans le cadre de leur offre technique.

Livraison manqué – Option de livraison catégorie 2 et Option de livraison catégorie 3				
Région	Prix maximum / boîte ouverte	Prix maximum/ 1-39 boîtes	Prix maximum/ 40-79 boîtes	Prix maximum/ 80 boîtes et +
National	\$	\$	\$	\$
Région 1	\$	\$	\$	\$
Région 2	\$	\$	\$	\$
Région 3	\$	\$	\$	\$
Région 4	\$	\$	\$	\$
Région 5	\$	\$	\$	\$
Région 6	\$	\$	\$	\$
Région 7	\$	\$	\$	\$
Région 8	\$	\$	\$	\$
Région 9	\$	\$	\$	\$
Région 10	\$	\$	\$	\$
Région 11	\$	\$	\$	\$
Région 12	\$	\$	\$	\$

Pour avoir plus d'informations, veuillez voir la modification 6. ci-dessous.

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

Question 004 :

Le Canada pourrait-il fournir un rapport de dépenses par UGS et type de livraison, par région, par secteur général et par secteur du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones?

Réponse 004 :

Une analyse des données sur les dépenses, telle que rapportée par les fournisseurs, est fournie en tant qu'attachement électronique (E60PD-19PAPR- Usage Report_ Rapport d'utilisation) à cette modification. Les informations fournies ne représentent en aucun cas un engagement de SPAC ou les utilisateurs autorisés.

Question 005 :

À la page 12 du document de la demande d'offre à commandes: «Les offrants devraient indiquer dans leur offre les régions pour lesquelles ils soumettent une offre : Région du Québec : Toutes les localités de la province du Québec avec un code postal qui commence avec les lettres G, H et J, excluant les codes postaux identifiés ci-haut dans la partie de la Région de la Capitale Nationale- RCN.». Pouvez-vous me dire le nombre d'adresses de livraison au Québec et, si possible, le nombre de livraisons mensuelles?

Réponse 005 :

Une analyse des données sur les dépenses, telle que rapportée par les fournisseurs, est fournie en tant qu'attachement électronique (E60PD-19PAPR- Usage Report_ Rapport d'utilisation) à cette modification. Les informations fournies ne représentent en aucun cas un engagement de SPAC ou les utilisateurs autorisés.

Question 006 :

Seriez-vous en mesure de nous fournir des volumes pour chaque produit par emplacement et si vous pouvez également nous faire savoir le partage de 30% recyclé et 100% recyclé.

Réponse 006 :

Une analyse des données sur les dépenses, telle que rapportée par les fournisseurs, est fournie en tant qu'attachement électronique (E60PD-19PAPR- Usage Report_ Rapport d'utilisation) à cette modification. Les informations fournies ne représentent en aucun cas un engagement de SPAC ou les utilisateurs autorisés.

Question 007 :

Pouvez-vous nous envoyer une liste des lieux de livraison pour chaque Région?

Réponse 007 :

Une analyse des données sur les dépenses, telle que rapportée par les fournisseurs, est fournie en tant qu'attachement électronique (E60PD-19PAPR- Usage Report_ Rapport d'utilisation) à cette modification. Les informations fournies ne représentent en aucun cas un engagement de SPAC ou les utilisateurs autorisés.

Question 008 :

J'espérais que vous pourriez fournir des données montrant les quantités d'utilisation par région pour tous les types de papier énumérés dans l'offre E60PD-19PAPR/A.

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

Réponse 008 :

Une analyse des données sur les dépenses, telle que rapportée par les fournisseurs, est fournie en tant qu'attachement électronique (E60PD-19PAPR- Usage Report_ Rapport d'utilisation) à cette modification. Les informations fournies ne représentent en aucun cas un engagement de SPAC ou les utilisateurs autorisés.

Question 009 :

Afin de maintenir des écarts de prix clairs pour chaque pallier de chaque produit, les fournisseurs auront souvent des références différentes en fonction des quantités commandées (par exemple, une ligne de papier peut comporter un UGS pour une boîte ouverte, un UGS pour une boîte, un UGS pour une palette, etc.). Comment pouvons-nous différencier ces UGS sur le TEOF pour que les utilisateurs finaux du Canada puissent choisir plus facilement l'UGS correspondant à la quantité commandée?

Réponse 009 :

En référence des instructions à l'Appendice 1- Instructions pour remplir le tableau d'offre financière (TEOF), article 4. Directives relatives aux descriptions des champs et à l'entrée des données, sous-article m. Unité de gestion de stock unique de l'offrant : « Ce champ correspond à l'unité de gestion de stock (UGS) unique à l'offrant pour une (1) unité de distribution du papier offert pour cet article. ». Sous-articles n., o., p., et q. correspondent aux prix pour un (1) paquet de papier offert pour cet article. Les offrants doivent soumettre un UGS pour un paquet de papier.

Question 010 :

Dans la modification 001, la modification de la partie 4 stipule: "Au moment de l'évaluation, le Canada se réserve le droit de s'assurer que les prix sont justes et raisonnables." Veuillez fournir 1) une définition de ce que le Canada jugerait juste et raisonnable et 2) des exemples de preuve que le Canada accepterait pour justifier des prix maximums.

Réponse 010 :

Un coût est considéré juste et raisonnable si la nature et le montant ne dépassent pas ce qu'une personne prudente, à la tête d'une entreprise concurrentielle, aurait engagé en pareil cas.

Des exemples de preuve que le Canada demanderait pour potentiellement justifier des prix maximums sont :

- la liste de prix publiée courante, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada; ou
- une copie des factures payées par des tiers, tels que d'autres gouvernements, sociétés de la Couronne, hôpitaux, universités et grandes sociétés ou entreprises du secteur privé, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux vendus; ou
- une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'oeuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, etc., et le bénéfice; ou
- des attestations de prix ou de taux; ou
- toutes autres pièces justificatives demandées par le Canada.

Question 011 :

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

Je me demande simplement quand les informations concernant les volumes et les lieux de livraison seront disponibles pour cet appel d'offres. Avec ce délai, est-il possible que la date de soumission soit prolongée?

Réponse 011 :

Ceci est une exigence pour la fourniture d'une Offre pour la commercialisation des produits de l'étagère et leur livraison. Les informations techniques requises pour s'engager dans les usines de papier et les marchands sont fournies dans le document d'invitation.

Les estimés des volumes d'utilisation sont attachés à cet amendement comme attachement électronique (E60PD-19PAPR- Usage Report_ Rapport d'utilisation).

À moins qu'il n'y ait un changement substantiel aux exigences techniques ou à la stratégie d'évaluation, aucune extension ne sera accordée.

Question 012 :

Exigences en matière de performance environnementale :

Le moulin canadien avec lequel nous aimerions vous offrir des papiers 100% recyclé, a pris la décision de ne pas renouveler avec la certification ECOLOGO (UL-2771) puisque leur ACV (analyse de cycle de vie de leurs produits) réalisé par une tierce partie, explique en toute transparence l'impact de leur papiers sur l'environnement (changements climatiques, biodiversité, eau, santé humaine, ressources...) Est-ce possible de soumissionner avec leurs papiers sachant qu'ils n'ont pas la certification ECOLOGO UL-2771 mais qu'ils offrent un papier ayant la plus petite empreinte écologique ?

Réponse 012 :

Tel que mentionné dans l'Annexe A- Besoin, article 2.3 Exigences en matière de performance environnementale, sous-article Précisions concernant l'article 6.3 de la norme UL-2771, les offerants peuvent soumettre les certifications suivantes :

Précisions concernant l'article 6.3 de la norme UL-2771

Les fabricants peuvent démontrer qu'ils sont conformes aux alinéas 6.3 a) à e) de l'article de la norme UL-2771 s'ils :

- a) Détiennent des certifications de gestion forestière FSC ou le PEFC;
- b) Peuvent démontrer qu'elles répondent à ces critères sans nécessairement détenir ces certifications de gestion forestières;
- c) Informations complémentaires- Périodes de validité de certification :

PEFC : le certificat est habituellement valable pour une période de trois ans. Les réclamants devront soumettre des forêts à une vérification annuelle afin de s'assurer que les opérations continuent de se conformer aux exigences.

FSC : Le certificat est valable pendant cinq ans tant que la conformité à la norme de gestion forestière FSC (FSC-STD-20-001) est maintenue.

SFI : Des vérifications complètes de recertification sont requis: pour les certificats de gestion forestière et d'approvisionnement en fibres, tous les trois ans; Et pour les certificats de chaîne de détention, tous les cinq ans.

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

UL (E)- 2771 (EcoLogo) : la validité de la licence nécessite une relation continue avec UL Environnement et les certificats de licence peuvent être vérifiés en ligne.

Question 013 :

Tableaux de performances techniques :

Papier blanc à comportement - machine supérieur (30%)

La fiche technique mentionne 75 à 105 GSM, cela équivaut à 20#, 24# et 28#

S'il vous plaît est-ce possible de clarifier cette catégories ou de la subdiviser car celles-ci suggère 3 poids en métrique et 2 poids en livres (24#-28) dans le fichier Excel.

Réponse 013 :

Le tableau technique dans l'Annexe A- Besoins, article 8. Tableaux de performance techniques, tableau 2 Papier blanc à comportement machine supérieure (30%) a été modifié pour corriger les divergences. Les modifications sont reflétées dans cet amendement au point 8.

2. Modifier la Partie 1- Renseignement généraux;

Partie 1- Renseignements généraux est modifié comme suit :

Insérer :

1.11 Processus de conformité des soumissions en phases

Le processus de conformité des soumissions en phases (PCSP) s'applique à ce besoin.

3. Modifier la Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation;

Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation est modifié comme suit :

Insérer :

c. Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4. Modifier la Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique;

Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique est modifié comme suit :

Insérer :

a. Processus de conformité des soumissions en phases

i. (19-07-2018) Généralités

(a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.

(b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément.
- Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.

- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (04-03-2019) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

ii. Phase I: Soumission financière:

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.

- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

iii. Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.

- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

iv. Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

5. Modifier la Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique, sous-article 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires;

Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique, sous-article 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires est modifié comme suit :

Insérer :

Le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à tous les exigences techniques obligatoires.

6. Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique, sous-article 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires, point h;

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

Partie 4- Procédures d'évaluation et méthode de sélection, article 4.1 Procédures d'évaluation, sous-article 4.1.1 Évaluation technique, sous-article 4.1.1.1 Critères techniques obligatoires, point h. est supprimé dans son intégralité et remplacé avec ce qui suit :

Insérer :

- h. L'offrant doit soumettre un prix maximum pour les livraisons manquées pour l'option de livraison catégorie 2 et l'option de livraison catégorie 3, pour chaque niveau et, pour chaque région. Les prix doivent être en dollars canadiens et être arrondis à deux décimales.

L'offrant doit soumettre avec leur offre l'attestation de prix suivant pour les livraisons manquées :

<p>Je _____ (non de la compagnie), atteste que les prix offerts pour les livraisons manquées :</p> <p>a. n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux; et</p> <p>b. ne comprend aucun élément de bénéfice sur la vente qui soit supérieur à celui que le soumissionnaire réalise normalement sur la vente de biens, de services ou les deux de qualité et de quantité semblables.</p> <p>Nom du représentant autorisé : _____</p> <p>Signature du représentant autorisé : _____</p>

Le Canada se réserve le droit de s'assurer que les prix sont justes et raisonnables. Sur demande, l'offrant doit fournir une preuve qui étaye que les prix sont justes et raisonnables.

L'offrant peut utiliser le tableau ci-dessous pour soumettre ses prix maximum de livraison manquée :

Livraison manquée – Option de livraison catégorie 2 et Option de livraison catégorie 3				
Région	Prix maximum / boîte ouverte	Prix maximum/ 1-39 boîtes	Prix maximum/ 40-79 boîtes	Prix maximum/ 80 boîtes et +
National	\$	\$	\$	\$
Région 1	\$	\$	\$	\$
Région 2	\$	\$	\$	\$
Région 3	\$	\$	\$	\$
Région 4	\$	\$	\$	\$
Région 5	\$	\$	\$	\$
Région 6	\$	\$	\$	\$
Région 7	\$	\$	\$	\$
Région 8	\$	\$	\$	\$
Région 9	\$	\$	\$	\$
Région 10	\$	\$	\$	\$
Région 11	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

7. Modifier Partie 7- Offre à commandes et clauses du contrat subséquent, article A. Offre à commandes, sous-article A7.9 Utilisateurs autorisés, sous-article A7.9.2 Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire;

Partie 7- Offre à commandes et clauses du contrat subséquent, article A. Offre à commandes, sous-article A7.9 Utilisateurs autorisés, sous-article A7.9.2 Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire est modifié comme suit :

Supprimer :

- Province de l'Ontario, incluant Agricorp société d'État ainsi que les utilisateurs suivants:
 - City of Toronto
 - Peterborough County
 - Catholic District School Board of Eastern Ontario
 - Valoris for Children and Adults of Prescott Russell
 - Township of Blandford-Blenheim
 - County of Essex
 - City of London - Greenway Wastewater Treatment Centre
 - Niagara Peninsula Conservation Authority
 - Town of The Blue Mountains - Finance and IT Services
 - Northumberland County

Insérer :

- Province de l'Ontario, incluant Agricorp société d'État ainsi que les utilisateurs suivants:
 - City of Toronto
 - Peterborough County
 - Catholic District School Board of Eastern Ontario
 - Valoris for Children and Adults of Prescott Russell
 - Township of Blandford-Blenheim
 - County of Essex
 - City of London - Greenway Wastewater Treatment Centre
 - Niagara Peninsula Conservation Authority
 - Town of The Blue Mountains - Finance and IT Services
 - Northumberland County
 - Township of Strong

8. Modifier Annexe A- Besoin, article 8. Tableaux de performances techniques, tableau 2 Papier blanc à comportement machine supérieure (30%);

Annexe A- Besoin, article 8. Tableaux de performances techniques, tableau 2 Papier blanc à comportement machine supérieur (30%) est modifié comme suit :

Supprimer :

Property / Propriété	Method / Méthode	Units	Tolerance	High Runnability White / Papier blanc à comportement machine supérieur (30%)
Grammage	TAPPI T410	G/m2	±1%	75-105

Insérer :

Solicitation No. - N° de sollicitation E60PD-19PAPR/B	Amd/Amend 02	Buyer - Id de l'acheteur Pd150
File No. - N° du dossier E60PD-19PAPR		Client Ref. No. - N° de ref. du client

Property / Propriété	Method / Méthode	Units	Tolerance	High Runnability White / Papier blanc à comportement machine supérieur (30%)
Grammage	TAPPI T410	G/m2	±1%	90-105

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS.